



SciencesPo.

CERI
CNRS

LES UNIVERSITAIRES CHINOIS ET LA POLITIQUE DU QUOTIDIEN

Emilie Frenkiel*

APERÇU DE LA CONDITION UNIVERSITAIRE CHINOISE

Depuis le lancement de la politique de réforme et d'ouverture il y a trente ans, les universitaires bénéficient de davantage de moyens pour poursuivre leurs recherches, officiellement considérées comme primordiales pour le développement et le progrès de la Chine. Des « puants de la neuvième catégorie » (*chou lao jiu*), ils ont recouvré le prestige que leur confère leur capital culturel. Toutefois, les limites à la liberté de recherche et de publication perdurent. La gouvernance de toute université ou institution d'enseignement supérieur financée par le gouvernement est toujours assurée à la fois par l'Administration et le Parti. En dépit d'une plus grande autonomie financière – grâce à la diversification des sources de financement et d'enrichissement (publiques, privées, associations, ONG, fondations étrangères) -il arrive encore que des carrières universitaires soient bouleversées par des mesures disciplinaires. La majeure partie des articles et ouvrages universitaires est publiée en Chine, car le manque d'institutionnalisation et donc de prévisibilité de la censure, ainsi que la relative ouverture du monde de l'édition et le jeu de l'auto-censure, le permettent. Si les productions académiques plus ouvertement politiques et polémiques paraissent aisément sur Internet, leurs versions papier sortent toutefois en majorité à Hong-Kong, à Taiwan ou à Singapour. Pour ne citer qu'un exemple, l'édition de Singapour du

recueil des articles de Kang Xiaoguang publiés en Chine sur le modèle de gouvernement confucianiste bienveillant (*renzheng*), est augmentée d'une préface polémique qui vilipende la collusion des élites intellectuelles, politiques et capitalistes ayant l'intention de piller la population chinoise¹.

On décrit souvent la dépolitisation de la société chinoise consécutive à la répression du 4 juin 1989. Le dissident Wang Juntao a consacré la thèse de science politique qu'il a soutenue à l'Université de Columbia en 2006 au raz-de-marée « néo-conservateur » qui a emporté la quasi-totalité des élites intellectuelles dans son sillage². En Chine, le terme désigne principalement la tendance à justifier la nécessité d'un gouvernement fort, capable d'encourager et de soutenir la croissance économique et la stabilité sociale nécessaires à l'avènement graduel d'un régime démocratique durable. Il a l'inconvénient de masquer la dissolution du relatif consensus idéologique des années 1980 et la myriade de courants d'idées et de formes d'engagement intellectuel qui lui ont succédé.

De même, les étiquettes commodes mais réductrices de « libéralisme », « Nouvelle Gauche » et « nationalisme culturel » ne suffisent pas pour rendre compte de l'« individualisation » de l'intelligentsia chinoise. Du libertarianisme le plus anarchique d'un Liu Junning au confucianisme autoritaire et élitiste d'un Jiang Qing, en passant par les différentes variantes d'une social-démocratie libérale, comme celle défendue par Qin Hui, ou étatiste, prônée par Wang Shaoguang, on retrouve les courants de pensée les plus divers dans la communauté universitaire chinoise. Cette fragmentation des courants politiques au sein des élites intellectuelles est en partie liée à la professionnalisation et à l'approfondissement des connaissances sur les théories occidentales, assez limitées voire grossières jusque dans les années 1990, et des études sur les pensées traditionnelles chinoises.

PROXIMITE DES MILIEUX ACADEMIQUE ET POLITIQUE

Il s'agit ici de dresser un bilan très rapide de la diversité des formes d'engagement politique et de contestation douces dans les universités. Les postures et les modes d'intervention des universitaires chinois sont multiples et changeants, en partie à cause du manque

¹ Kang Xiaoguang, *Renzheng : zhongguo zhengzhi fazhan de disantiao daolu (Renzheng : Troisième voie du développement politique de la Chine)*. Singapour : World Scientific Publishing, 2005.

² Wang Juntao, *Reverse course : Political Neo-Conservatism and regime stability in post-Tiananmen China*, PhD dissertation, Columbia University, 2006.

d'institutionnalisation de la censure et de la répression. Mais cette diversité se nourrit également de l'hétérogénéité des postures idéologiques des universitaires et des hauts dignitaires du Parti. En effet, dans ce Parti mastodonte, comprenant plus de 76 millions de membres, et dont la composition sociale a profondément changé (40% des patrons d'entreprises privées et individuelles en sont membres), à peu près toutes les tendances sont représentées. De plus, le régime a pris une tournure technocratique. La légitimité du Parti se limite en effet principalement à son efficacité en termes économiques et sociaux (pour aller vite : développement, croissance, amélioration des conditions de vie et stabilité), si bien que la consultation des experts est devenue un des ressorts essentiels de la légitimité du régime actuel³. Les chercheurs en économie, sociologie, et science politique se sont pris au jeu, rivalisant pour obtenir et conserver l'oreille des dirigeants et revendiquant avec orgueil une influence sur les processus de décision gouvernementale.

Ainsi, les relations entre le milieu de la recherche et l'action publique sont étroites. Dans certaines universités, jusqu'à 80% des professeurs sont membres du Parti⁴, et les recherches universitaires semblent impitoyablement orientées par les politiques gouvernementales et les « sujets nationaux » (*guojia keji*). Un véritable guide d'orientation politique, le manuel explicatif des sujets (*keti zhinan*), et les études financées sur fonds publics, orientent les chercheurs en sciences sociales vers la recherche appliquée⁵. D'autre part, il existe un vaste marché des idées, abondamment pourvu en clients et en « produits » ; et la variété des intérêts et des opinions politiques au sein des élites politiques garantit des sponsors puissants pour tout type de proposition de la part des universitaires si elle est légitimée par leur capital culturel et leur expertise. Par conséquent, les suggestions d'un chercheur engagé, d'abord noyées dans la masse des propositions académiques, peuvent émerger si un dirigeant ou une équipe dirigeante choisit de s'en servir pour légitimer l'adoption de telle idée ou politique. Ce fut par exemple le cas au moment de la réforme fiscale de 1994. Le rapport rédigé par Wang Shaoguang et Hu Angang sur la capacité de l'Etat permit à une faction du ministère des Finances, convaincue de la nécessité de cette réforme, d'enfin amorcer une relative recentralisation⁶.

³ Xiao Gongqin, "The rise of the technocrats", *Journal of democracy*, vol.14, n°1, 2003.

⁴ Jean-Louis Rocca, « Les Communistes vont-ils sauver la Chine », *Le Monde Diplomatique*, Juillet 2008.

⁵ Zhang Letian, « La crise de la recherche fondamentale : recherche académique, logique du marché et intervention étatique » in Jean-Louis Rocca (ed.) *La société chinoise vue par ses sociologues*, Presses de Sciences Po, 2008

⁶ Wang Shaoguang & Hu Angang, *Zhongguo guojia nengli yanjiu baogao* (Rapport sur la Capacité de l'Etat), Hong Kong: Oxford University Press, 1994, *The Chinese Economy in Crisis: State Capacity and Tax Reform*, East Gate, 2001 (version anglaise).

DIVERSES STRATEGIES D'INTERVENTION POLITIQUE

Dans ce contexte, les stratégies d'intervention politique des universitaires engagés se répartissent en diverses catégories. Certains chercheurs comme Wang Shaoguang et Hu Angang dans les années 1990, forts de l'apport qu'ils jugent déterminant de leurs recherches, interviennent spontanément auprès des décideurs et mobilisent des réseaux (de relations et de publications) internes afin de les influencer. À l'instar de certains des chercheurs répondant aux appels d'offre des « sujets nationaux », ils exploitent les échecs politiques et les peurs des dirigeants en matière de stabilité et de légitimité pour proposer les réformes qui leur semblent les plus pertinentes et efficaces. Dès lors, derrière les titres rébarbatifs d'articles ou d'ouvrages explicitement issus de recherches et de réflexions téléguidées (construction d'une société harmonieuse, bilan des 30 ans de la politique de réforme et d'ouverture et élaboration d'un modèle chinois de développement, bonne gouvernance et démocratisation à la chinoise), le lecteur découvre que celles-ci peuvent être l'occasion de critiques véhémentes ou de propositions audacieuses de réforme politique.

De nombreux *think tanks* universitaires affiliés à de grandes universités chinoises poursuivent des recherches universitaires et cherchent en parallèle des solutions politiques à des problèmes d'intérêt général. Les chercheurs intégrés à ces *think tanks* peuvent interagir plus aisément avec les cadres officiels. Leur parcours et leur positionnement politiques rassurent. Ils dépendent moins d'un mentor haut placé pour s'exprimer ouvertement et connaissent mieux les rouages des prises de décisions politiques. Selon Hua Shiping et Tang Wenfang, plus les intellectuels sont organiques, au sens où ils acceptent de se soumettre à la discipline d'une organisation ou d'une institution, plus ils ont de chance de s'exprimer ouvertement et plus leurs critiques et suggestions ont d'impact⁷. C'est certainement le cas de l'Institut de Recherche en Innovations Politiques (*zhongguo zhengfu chuangxin yanjiu zhongxin*), rattaché simultanément à l'université de Pékin, au Bureau Central des Traductions et Compilations et au Centre de Politique et d'Economie Comparées du Comité Central du Parti Communiste Chinois (*zhonggong zhongyang bianyi ju bijiao zhengzhi yu jingji yanjiu zhongxin*). Il a mis en place un programme de recherche et d'attribution de prix récompensant l'innovation et l'excellence dans la gouvernance locale chinoise, couplant recherche académique et expertise à visée politique. Ces innovations que les chercheurs identifient et récompensent sont étudiées avec minutie puis appliquées à titre expérimental dans d'autres localités dans la perspective d'être, dans le meilleur des cas,

⁷ Hua Shiping, *Scientism and Humanism : Two cultures in Post-Mao China (1978-1989)*, State University of New York Press, Albany, 1995 ; Tang Wenfang, *Public Opinion and political change*, Stanford University Press, 2005

étendues à l'ensemble d'une région ou du pays si les essais sont probants. Les gagnants attirent l'attention : après la remise d'un prix à Pingchang en 2006, 86 équipes de chercheurs étaient venus pour étudier ses élections au niveau du district (*xian*). Toutefois, les élections cantonales à Buyun (au Sichuan, premier canton à tenter l'expérience en 1998, puis à répéter l'expérience en 2001), même après la remise d'un prix en 2004, n'ont pas créé beaucoup d'émules. Yu Keping, directeur du Centre, a développé une théorie de la démocratie graduelle (*zenliang minzhu*) dans laquelle il insiste sur les valeurs intrinsèques au régime démocratique (rare en Chine) et soumet l'idée que le système politique peut être lentement poussé dans une direction démocratique. Avec prudence, il se concentre sur l'importance de la procédure, le rôle de la société civile dans la construction d'une démocratie socialiste, l'institution d'un Etat de droit, l'avancée de la démocratie au sein du parti et de la démocratie de masse. Mais on peut penser que s'il s'intéresse d'aussi près aux innovations institutionnelles locales, c'est dans l'espoir que des expériences de démocratie locale, comme à Pingchang, deviendront les Shenzhen d'une politique démocratique et que les Chinois seront finalement mis devant le fait accompli d'un processus de démocratisation amorcé depuis longtemps.

Yu Keping et He Zengke, le directeur adjoint du *think tank*, comptent parmi les politistes qui s'expriment le plus ouvertement en faveur d'une démocratie électorale (certes graduelle, et partant de la base) en Chine continentale. He Zengke explique que leurs recherches répétées et approfondies sur le terrain, et leurs entretiens avec des cadres locaux, leur ont donné la certitude qu'il s'agit d'une des mesures phares qui doit rendre aux dirigeants politiques toute la légitimité et la motivation dont ils ont besoin pour gouverner convenablement. Les deux chercheurs, grâce à leur proximité avec le gouvernement, ont eu l'occasion de faire passer ce message aux dirigeants chinois, notamment à travers l'histoire de ces secrétaires du Parti qui ont souhaité spontanément se faire élire afin de gagner la même légitimité que celle des comités villageois, c'est-à-dire, non plus seulement le soutien du Parti, mais également celui de la population. Le maintien du Parti au pouvoir n'est jamais remis en question – car il s'agit de la limite à ne pas franchir au risque de basculer dans le camp des dissidents – mais Yu et He soulignent sans ambages qu'une démocratisation graduelle en est la condition *sine qua non*.

Ils ne sont pas les seuls à miser sur l'approche expérimentale pragmatique du gouvernement chinois pour faire d'abord appliquer à l'échelle locale leurs propositions de réforme et à espérer qu'elle finisse par conduire subrepticement à une démocratisation du régime. À l'heure du bilan des 60 ans du régime communiste, Wang Shaoguang a choisi de théoriser cette approche expérimentale dans le but d'ébaucher un modèle chinois de développement.

Il décrit la démarche d'expérimentation contrôlée à petite échelle lancée dans les années 1980 afin d'identifier des moyens de résoudre les problèmes graves et des politiques viables. D'après lui, les décideurs et les experts politiques se distinguent par leur méthode d'expérimentation et d'apprentissage par la pratique. Cela leur a permis de s'adapter aux changements et d'ajuster leurs objectifs et instruments politiques⁸.

C'est précisément cette approche qui permet aujourd'hui à certains chercheurs de donner plus de poids à leurs propositions de réforme, soit en participant à leur mise en application à petite échelle pour mieux convaincre de leurs résultats, soit en identifiant des expérimentations prometteuses pour rendre plus convaincants les principes qu'ils avaient élaborés de façon abstraite. Les résistances au changement politique sont souvent moins fortes aux échelons locaux car les fonctionnaires locaux ne sont désormais plus seulement évalués par leurs supérieurs sur leurs résultats en termes de croissance économique. Ils doivent trouver d'autres moyens d'asseoir leur légitimité auprès de l'ensemble des groupes sociaux de leur district afin de garantir une stabilité sociale désormais indispensable pour gagner des points et être promus. Ils sont ainsi à la recherche d'« innovations institutionnelles » efficaces, concept développé par Cui Zhiyuan il y a plus de quinze ans. Grâce à l'amplification récente de cette démarche, ce professeur de l'Université Tsinghua, relativement isolé pour son ultra gauchisme non politiquement correct, a ainsi trouvé depuis quelques mois un terrain d'expérimentation dans la municipalité de Chongqing pour ses propositions érudites, longtemps restées sans écho à Pékin, de propriété collective et de démocratie économique⁹.

En conclusion, les recherches et l'engagement des universitaires chinois sont encore bridés par le Parti et la résilience des phénomènes de censure. Toutefois, la nature technocratique et pragmatique du régime chinois et la grande diversité des points de vue au sein des élites politiques rendent possible l'expression de critiques et de suggestions et l'expérimentation à différentes échelles de propositions de réforme, notamment institutionnelle.

***Emilie Frenkiel est doctorante en études politiques à l'EHESS,
ATER au département de sciences sociales et sciences de l'éducation
de l'université Paris Est Créteil**

⁸ Wang Shaoguang, « *Xuexi jizhi yu sheyingnengli : zhongguo nongcun hezuo yiliao tizhi bianqian de qishi* » (Mécanisme d'apprentissage et faculté d'adaptation : évolution du système coopératif de soins des campagnes chinoises), *Sciences Sociales Chinoises*, Juin 2008 ; "Adapting by learning: the evolution of China's rural health care financing", *Modern China* vol. 35 n°4, juillet 2009 (version anglaise). Un politologue allemand, Sebastian Heilmann, a une approche similaire dans Sebastian Heilmann. "From Local Experiments to National Policy: The Origins of China's Distinctive Policy Process," *The China Journal*, No. 59, Jan 2008: 1-30.

⁹ Interview de Cui Zhiyuan par Ji Shuoming, « *Chongqing moshi, jingji minzhu yu ziyou shehuizhuyi* » (Modèle de Chongqing, démocratie économique et socialisme libéral), *Business Watch Magazine*, novembre 2009.